

**A** LIANZA

**S** INDICAL

**O** BRERA

*comunica . . .*  
*communiqué...*

- Edition française -

- 1 - Quelques notes sur la situation économique espagnole pendant 1966 et les grèves récentes.
- 2 - Manifeste de l' A.S.O.

QUELQUES NOTES SUR LA SITUATION ECONOMIQUE ESPAGNOLE PENDANT  
1966 ET LES GREVES RECENTES ( JANVIER - FEVRIER 1967 )

=====

Selon données officielles l'augmentation du coût de la vie en 1966 a été de plus de 5'26 %.

L'élément le plus important de cette hausse sont les vêtements: 9'6% dépenses diverses; 8'27 % ; l'habitat: 6'5 % ; produits alimentaires : 3'24 % ,etc,etc.

La balance commerciale est restée fortement déficitaire malgré le très sérieux coup de frein donné au début de l'année: importations 3600 millions de dollars; exportations 1200 millions de dollars.

La réduction des exportations a été très forte à partir de Mai 1966. Les entrées touristiques et les envois des travailleurs à l'étranger ont cependant freiné beaucoup le déficit de la balance de paiements : 187 millions de dollars au total.

Dans plusieurs secteurs industriels la réduction de crédits et le coup de frein aux importations a eu des conséquences importantes: la construction est un des secteurs touchés. Dans certaines provinces -comme Barcelone- on a construit 8 % de maisons protégées qu'en 1965 (32.051 maisons). Il en est de même à Madrid.

Dans le métal, surtout l'automobile (Barreiros) et l'électro-ménager, il y a eu une nette tendance vers la récession. L'effort de beaucoup d'entreprises pour trouver des capitaux étrangers (Crysler, Fiat) crée de nombreux problèmes d'emploi.

Les négociations avec le Marché Commun restent sans aboutissement et posent des problèmes graves à cette branche importante aujourd'hui en Espagne (le quart de la rente industrielle).

=====

LES GREVES EN JANVIER ET FEVRIER.

Toutes les branches de la production ont été touchées (Métal, Transport, Textile, Mines, et même employés de Banque). En général les actions ont été menées à l'intérieur des entreprises en précisant les revendications, économiques et sociales, et la révision des conventions collectives, et ont été dirigées par les délégués élus des travailleurs (enlaces et jurados), qui ont essayé d'obtenir le soutien de la section sociale, et l'ont obtenue parfois. Dans toutes ces actions une des plus importantes revendications d'ASO a été conquise: des assemblées d'enlaces et jurados se sont réunies, parfois à l'intérieur des entreprises, parfois au local du Syndicat Officiel.

D'autre part il est certain que le P.C. a politisé avec sa lourdeur habituelle les actions déjà commencées au début janvier, en appelant de Radio Prague et dans sa presse clandestine à la manifestation de Madrid du 27 Janvier convoquée par les commissions ouvrières et ceci avant même que les "commissions" aient convoqué la manifestation. "Mundo Obrero" du 15 Janvier convoquait la manifestation avant tout manifeste syndical; or ce journal communiste fait à l'extérieur a besoin de plusieurs jours pour arriver à Madrid... Les tendances syndicalistes refusèrent de participer à ces manifestations, à Barcelone, Bilbao, etc où pratiquement elles ont échouées. Cela a été aussi la position d'ASO.

Néanmoins le grand reveil du mouvement syndical espagnol, dirigé par les jeunes cadres élus au sein des entreprises (enlaces et jurados) a continué et continue en Février. Voici quelques données pour le préciser.

METALLURGIE

Mois de Janvier

Barcelone- SEAT (automobiles) grèves dans les sections de montage. Les membres su "jurado" négocient avec la direction une nouvelle convention collective.

Madrid- ENASA (automobile) grèves dans les sections. Réunion le 20 Janvier de 2000 travailleurs convoqués par les membres du "jurado". A l'ordre du jour, salaires, convention collective.

Madrid- MARCONI, grèves: réunions de tous les enlacs pour préciser les points de vue sur les conventions collectives. Réunions au syndicat officiel.

Madrid- SCHNEIDER, grèves. Protestation pour embauche personnel étranger (administration). Discussion avec enlacs et entreprise.

Seville- CASA (Constructions aéronautiques) conflits divers pour questions d'emploi et concentration de capital avec une entreprise américaine. Menace de grève générale de la métallurgie dans une réunion d'enlacs. Réunions dans les syndicats officiels de plus de 600 travailleurs de l'entreprise et autres métallos.

Barcelone- Conflit HISPANO-OLIVETTI. Les délégués "enlacs" convoquent le personnel au Syndicat.

Madrid- STANDARD, 13.000 ouvriers dans les trois entreprises font des grèves limitées pour demander augmentation des salaires, nouvelles primes, etc. etc. Le 19 Janvier la direction promet un nouveau contrat: les enlacs et jurados dirigent l'action.

Bilbao- Le conflit "LAMINACION DE BANDAS" continue: les enlacs et jurados dirigent cette action: des dirigeants des "sections sociales" se manifestent ouvertement en faveur des ouvriers et contre le patronat de "droit divin" basque.

El Ferrol- BAZAN, cinq mille ouvriers des Chantiers manifestent pour appuyer les démarches de leurs délégués qui cherchent à maintenir l'emploi. (Vers la fin Janvier -le 27- se place la manifestation d'ouvriers madrilènes dont nous avons parlé et dont les revendications sociales et économiques, très nettes, continueront en Février)

#### Mois de Février

Vigo- CITROEN propose d'avancer les vacances. 48 enlacs se réunissent et réunissent les travailleurs ensuite pour discuter la proposition.

Bilbao- "LAMINACION DE BANDAS" continue. On doit négocier une convention collective provinciale. Les ouvriers de L.B. font appel: 16 enlacs dirigent leur action.

Santander- La STANDARD de Santander s'associe aux demandes des madrilènes pour une nouvelle convention collective.

Madrid- La STANDARD de Madrid (fermée du 9 au 14 rouvre et reprend les travailleurs lock-outés.

Bilbao- Conflit à BABCOCK-WILCOX: les ouvriers refusent les dates des vacances imposées par la direction. Réunion avec les enlacs. Des dates sont proposées et acceptées finalement.

Getafe- "CONSTRUCTIONS AERONAUTIQUES": conflit avec demandes de salaires, convention, etc. etc. Réunion des 13 "enlacs et jurados" à la section sociale, avec les patrons.

Barcelone- MONTESA (motos) réunion des enlacs pour proposer augmentation des salaires. Grèves d'appui.

Madrid- BARREIROS (automobiles) veut congédier 2000 non spécialistes (peones complementarios) sans contrat. Réunions des enlacs au Syndicat et propositions d'indemnisation.

Sabadell- UNIDAD HERMETICA electro-ménager. Demandes de conventions collectives. Grèves d'appui. Réunions d'enlacs et du personnel.

Bilbao- Réunion d'enlacs au Syndicat: arrestation du vice-président de la section sociale, David Morin.

Madrid- SCHNEIDER. Le conflit continue: les enlacs et jurados demandent un entretien avec le gérant étranger.

(Il y a actuellement une douzaine de délégués sanctionnés pour solidarité avec Camacho et Ariza, dirigeants communistes des commissions ouvrières, sur plus de 150 enlacs du Métal à Madrid)

#### TRANSPORT

##### Mois de Janvier

Dans toute l'Espagne une grève de 10.000 camionneurs a réussi. La grève a été menée par les délégués des camionneurs "enlacs" et avait l'appui de grand nombre de "vocales" des Sections Sociales.

La lutte a duré près de 10 jours: à Barcelone, Madrid, Guipuzcoa, Asturies, Valence, etc. etc. Des réunions des camionneurs avec leurs délégués ont eu lieu au sein des locaux des syndicats.

R.E.N.F.E. (Chemins de Fer). Des réunions de 180 enlacs madrilènes pendant tout le mois de janvier et des réunions similaires dans les principales villes revendiquent le salaire de 84 pesetas (sans primes) tandis que la direction affirme primes comprises.

##### Mois de Février

A Madrid continuent les réunions et manifestations dans la Compagnie auxiliaire de Madrid. Manifestations également à San Sabastian.

Réunion permanente de l'Assemblée d'Enlacs à la "Casa Sindical". Finalement les revendications ont été acceptées: les représentants des 110.000 ouvriers réunis à Madrid ont eu satisfaction.

#### MINES

##### Mois de Janvier

Asturies- Arrêts de travail un peu partout dans les mines de charbon par solidarité avec les 37 congédiés il y a quelques mois qui ont cessé de toucher une partie du salaire. Réunion des enlacs et jurados nouveaux avec le gouverneur qui n'accepte pas les propositions ouvrières.

##### Mois de Février

Grève de solidarité avec les 11 mineurs descendus au puits sans mesures de sécurité.

#### TEXTILE.

##### Mois de Janvier

Barcelone- Grève de 16.000 ouvriers pour appuyer la discussion de la convention collective, qui touche 33 entreprises. Réunion des enlacs.

Igualada- Pendant le mois de Février une Assemblée d'enlacs et jurados a eu lieu pour discuter la nouvelle convention collective.

#### INDUSTRIES CHIMIQUES.

Seville- "ABONOS DE SEVILLA". Grève et discussion de la nouvelle convention collective avec les enlacs.

#### EMPLOYES DE BANQUE.

Les "enlacs et jurados" du BANCO CENTRAL protestent contre la nouvelle convention collective concernant la sécurité sociale (primes) des employés de banque. La direction de la Banque refuse. Plus de 18.000 em-

ployés des banques du pays se solidarisent avec l'action des enlacs du Banco Central.

=====

A l'arrière plan de cette agitation il y a aussi les perspectives de la nouvelle LOI SYNDICALE dont on parle beaucoup moins dans les milieux officiels. Les diverses tendances de l'Intérieur (A.S.O., Commissions Ouvrières, C.N.T.) demandent des points communs:

- 1 - UNITE SYNDICALE ET ELECTION DES DIRIGEANTS OUVRIERS.
- 2 - DROIT DE GREVE.
- 3 - INTERVENTION DES SYNDICATS DANS LA GESTION DE LA SECURITE SOCIALE.
- 4 - SEPARATION TOTALE DES ENTREPRISES PATRONALES.

A.S.O. et la C.N.T. affirment qu'elles acceptent des "organes de relation" entre patronat et organisation ouvrière : la C.N.T. demande aussi l'affiliation automatique à l'organisation syndicale ouvrière, mais ni la C.N.T. ni A.S.O. n'acceptent que cette affiliation soit issue d'un décret gouvernemental mais discutée et affirmée dans les conventions collectives.

L'ensemble des groupes syndicaux ouvriers non reconnus essayent aujourd'hui d'orienter l'action syndicale des travailleurs qui reste axée sur les revendications économiques et sociales. L'A.S.O., qui discute actuellement avec la C.N.T. insiste sur la nécessité des groupes d'orientation syndicale et de formation auprès des délégués d'entreprise (enlacs et jurados).

=====

# ALIANZA SINDICAL OBRERA

## A todos los trabajadores :

La conquista de la libertad y de la democracia sindicales, en una gran Confederación Sindical que reúna a todos los trabajadores es el principal objetivo de la Alianza Sindical Obrera. Sabemos que una gran organización sindical democrática es el auténtico instrumento de defensa de los intereses de los asalariados y constituye el seguro camino para alcanzar las metas de justicia social que anhelamos conseguir, sin violencias y sin desórdenes cuyas consecuencias deplorables recaerían sobre todos nosotros.

Con esta fundamental afirmación surgió la ASO hace ya cuatro años. Hoy la casi totalidad de los núcleos sindicales que animan el gran esfuerzo obrero hispánico afirman la misma posición, pertenezcan o no a la ASO. Esto es lo esencial, pues la Alianza Sindical Obrera no nació para ser una nueva central sindical, sino para refundir las antiguas y gloriosas UGT y CNT en la acción por una Confederación Libre y Democrática que fuese fiel a las raíces profundas de nuestro movimiento obrero y supiese utilizar los bienes de la CNS en favor de este gran movimiento de unidad sindical y de liberación obrera. Hay en ASO hombres de distintas creencias filosóficas o religiosas, como deberá haberlas en la gran central democrática de mañana. Pero nos reúne a todos la voluntad del respeto mutuo y, esencialmente, una común voluntad democrática. Gracias a esta voluntad hemos trabajado conjuntamente durante

estos años y hemos esparcido estas ideas de unidad sindical y de democracia sindical que son hoy el acervo común de todos los trabajadores españoles.

Entramos actualmente en una nueva etapa, señalada esencialmente por las elecciones sindicales que permitieron a varios miles de jóvenes sindicalistas españoles, elegidos por sus propios compañeros, acceder a las responsabilidades directivas en condiciones difíciles, que han puesto ya a prueba su voluntad y su capacidad.

**ASO cree que la acción sindical hoy deben llevarla fundamentalmente los trabajadores que fueron elegidos para esta acción, y afirma que en esta nueva etapa se propone poner al servicio de esta gran tarea lo que pueda aportar de experiencia del pasado, de contactos con el presente internacional, y sobre todo nuestra viva adhesión al deseo de unidad sindical. ASO afirma tener un carácter transitorio; se fundirá plenamente en esta gran Central Democrática cuando esta finalidad sea alcanzada.**

Entretanto ASO continuará defendiendo la unión de los trabajadores y procurará concertar la táctica común de los sindicalistas demócratas para defender y afianzar esta unión sindical libre, que es la poderosa palanca que necesita la clase obrera para conquistar la justicia social y la libertad.

## LA NUEVA LEY SINDICAL Y LAS EXIGENCIAS DE LA CLASE TRABAJADORA

La nueva Ley Orgánica, a su manera, a venido también a darnos la razón y a dismantelar el edificio ideológico nacional-sindicalista que tanto hemos criticado. De la nueva Ley desaparecen las formulaciones totalitarias que se imitaron del fascismo y del nacional-socialismo. Pero la nueva formulación no está nada clara, y debe aclararse sin perder tiempo. En todos los países democráticos las organizaciones sindicales son organizaciones de trabajadores asalariados (obreros manuales, empleados, técnicos, intelectuales, etc., etc.) que se organizan al amparo de la Ley para defender los intereses de sus miembros y conseguir sus objetivos programáticos ¿Por qué la nueva Declaración XIII insiste en llamar « organización sindical » a un organismo que debería reunir — según estipula el párrafo 3 — a los empresarios y a los obreros, separados de los técnicos? ¿No tienen ya los Empresarios sus poderosas Cámaras de la Industria y del Comercio? ¿No será mucho más lógico fundir en ellas a las actuales secciones económicas de la CNS — mientras que las actuales Secciones Sociales, pasarán a ser,

una vez elegidos sus dirigentes, el embrión de la verdadera organización sindical democrática del país?

Este es a nuestro entender el deseo profundo de las masas obreras. Para realizar este deseo participaron en las elecciones sindicales, a pesar de la falta de libertades democráticas esenciales — (del derecho de reunión, de prensa, de asociación) — que creó confusión y problemas en muchas empresas. Para realizar este deseo luchan hoy en el seno de las empresas los enlaces y jurados, y en las secciones sociales luchan y se esfuerzan los vocales sociales fieles al mandato de sus electores. Para conquistar este objetivo ASO se esfuerza en coordinar la acción de los antiguos cuadros sindicales ugetistas y cenetistas y la de los núcleos cristianos que sientan de veras la necesidad de la unidad sindical democrática, y sirve de portavoz a las Federaciones de Industria que van constituyéndose para canalizar la acción en las distintas ramas de la producción, y para que la nueva Ley Sindical atienda realmente las exigencias de la clase trabajadora.

## LA UNIDAD SINDICAL DEBE SER DEMOCRÁTICA

No debemos engañarnos: a pesar de este deseo unánime la unidad sindical no es empresa fácil, y no será fácil mantenerla una vez conquistada. Unas cuantas exigencias nos parecen básicas: hoy ya debe poderse manifestar la libertad de opinión en el seno de las Secciones Sociales; debe existir la «conurrencia de criterios» que los periódicos solicitan también en el plano político; es preciso que la tendencia triunfante sepa no abusar de su victoria y respete los derechos de las minorías. Por encima de todo, todos los cargos directivos deben ser elegidos por los trabajadores, sin imposiciones gubernamentales, ni de los partidos políticos, ni de los organismos religiosos. Todo ello es difícil, y lo es más en la confusa situación actual, que es de transición hacia estas nuevas formas sindicales, y en el que se intenta por varios conductos utilizar el

gran esfuerzo de creación sindicalista para ponerlo al servicio de intereses políticos anti-democráticos que no osan definirse como tales, ya sean los de los antiguos nacional-sindicalistas o de los comunistas. Los asalariados que pertenecen a estas tendencias formarán parte, naturalmente de la central sindical democrática, pero deben saber que cualquier intento de monopolizar las direcciones pone en gravísimo peligro, para hoy y para mañana, la unidad sindical que dicen defender. Si conseguimos afianzar las normas democráticas, impedir las exclusivas, evitar los monopolios de un grupo político o religioso, habremos dado un gran paso para el triunfo. Nuestro pueblo tendrá en los Sindicatos la mejor garantía de la paz y de la vida democrática, del progreso social y del bienestar económico.

## RECESO ECONOMICO Y LUCHA PARA DEFENDER EL EMPLEO Y LOS SALARIOS

LA SITUACION ACTUAL. — En los momentos actuales han estallado duros conflictos en el Metal, en la Construcción, el Textil, Transporte, etc., etc. Los trabajadores tienen perfecto derecho a pedir que las dificultades técnicas o económicas de las empresas en periodo de receso o de reorganización no recaigan únicamente sobre ellos. La clase obrera no participa en los beneficios ni en la dirección de la empresa: es injusto que los trabajadores paguen las consecuencias de una situación que no han creado y que ni siquiera pueden juzgar porque se les niegan los medios para ello. En los países de economía de mercado, como el nuestro, los sindicatos obreros conocen la situación económica y social, la discuten en sus propios sindicatos y también en los organismos paritarios o consejos económicos; defienden sus intereses dialogando cuando es necesario y acuden a la huelga cuando otra solución no es posible. Y la huelga tiene entonces el pleno apoyo sindical y puede mantenerse gracias a las cajas de resistencia, mientras que el gobierno no reprime estos conflictos que no constituyen ninguna amenaza para el orden público, y que son perfectamente lícitos en todos los países del Mercado Común.

Pero en nuestro país la situación no es ésta. Los trabajadores pueden muy difícilmente discutir la situación económica y social con los patronos, ya sea para aminorar las consecuencias de un proceso de depresión o para participar en los beneficios de un proceso de expansión. Los sindicatos actuales no apoyan a los trabajadores, ni están exclusivamente a su servicio como sería su deber — ni son tampoco realmente organismos paritarios de diálogo como pretenden ser. Y así surgen los conflictos brutales. Los delegados de los trabajadores consiguen a veces el apoyo de elementos directivos de las secciones sociales — como en el Transporte, en la Rente, en el Textil, en el Metal — pero los dirigentes «nacionales» fallan... y la cosa es natural pues acostumbran a ser presidentes los patronos, mientras que los representantes de la «línea política», no quieren ni pueden imponer el justo camino a la patronal.

He aquí la verdadera causa de los disturbios, de los desórdenes que todos lamentamos. Nosotros consideraríamos inadmisibles que se utilizaran reivindicaciones económicas y sociales de los trabajadores para llevarles inútilmente a enfrentamientos callejeros al servicio de intereses ajenos a estas reivindicaciones. Los sindicalistas demócratas expusimos claramente nuestra crítica frente a la Ley Orgánica y a las condiciones antidemocráticas que rigieron para el referéndum. Hemos dicho, y repetimos, que queremos instituciones auténticamente representativas, que los Ayuntamientos y las Cortes sean verdaderamente elegidas por sufragio universal, así como el Jefe del Estado y que para resolver el problema de la sucesión este es el verdadero camino.

Lucharemos para que nuestras ideas sean compartidas por la mayoría de los trabajadores. Pero lo que no haremos nunca, y lo que es nefasto finalmente, es utilizar las reivindicaciones sociales y económicas de la clase obrera para compensar derrotas políticas, que es lo que afirman cuantos dicen que las manifestaciones de los obreros del Metal o del Transporte son la «respuesta» al referéndum. No es cierto. La «respuesta» al referéndum es una cosa — muy importante — que deberá vencer las presiones dictatoriales y el grado de despolitización de parte de nuestro pueblo, y que exigirá un gran trabajo de formación cultural y social.

Las reivindicaciones obreras tienen sus propios objetivos: defender el empleo, asegurar salarios suficientes, afirmar la fraternidad de los trabajadores, y la necesidad de verdaderas organizaciones sindicales representativas que les apoyen y les defiendan. El primer paso para clarificar y ordenar la situación social española es conseguir las libertades sindicales y el derecho de los trabajadores a organizar su propia acción sindical independiente de los patronos, del Estado, y del Movimiento. Y este paso debemos darlo lo más rápidamente posible, si queremos evitar enfrentamientos violentos que recuerdan demasiado un pasado de guerra interna que queremos superar para siempre.

Algunos temen que hagamos dejación de nuestros metas finales, puesto que insistimos sobre todo en nuestro objetivo inmediato. No hay temor. Somos demócratas y queremos un régimen democrático, y para empezar lo queremos en nuestros propios sindicatos. Queremos un régimen social más justo y más humano y queremos que la riqueza y los instrumentos de producción estén al servicio de la comunidad, y no al revés. Defendemos y defendemos nuestras ideas. Pero son los propios trabajadores los que deberán decidir libremente si quieren o no realizarlas; igualmente el pueblo deberá decidir sobre su destino futuro. Pero para que una cosa y otra sean posibles, para que la democracia y la justicia social reinen en España, nuestra finalidad inmediata es más urgente que nunca y a ella debemos dedicar hoy todos nuestros esfuerzos:

**¡ Adelante pues por la libertad sindical ! ¡ Adelante por la gran Central Democrática de Trabajadores ! ¡ Los enlaces y jurados, los vocales de las secciones sociales, todos los trabajadores en las empresas deben luchar codo a codo para conseguir este objetivo ! La libertad y la justicia social serán el justo premio a este esfuerzo unánime del Mundo del Trabajo.**

España, Marzo de 1967

**A**lianza **S**indical **O**brera